

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 52, Numéro 1, Février-Mars 2025 > Droitdeparole.org

Coalition Dorchester **Non à la privatisation du paysage**



La Coalition Dorchester revendique le respect du PPU à 10 étages. Photo : DDP

Revendications citoyennes

La Coalition Dorchester revendique le respect du zonage à 10 étages dans le projet du promoteur Trudel dans le quartier Saint-Roch.

p. 3

Regard d'un architecte

L'architecte Mario Jobin pose un regard critique et poétique sur les beautés de la ville de Québec et les multiples points de vue qui en font sa spécificité.

p.6

Les « bonnes actions » de Trudel

Hélène Matte dénonce le promoteur Trudel qui tente de récupérer l'œuvre de la sculptrice Paryse Martin en incluant un hommage à l'artiste dans son controversé projet.

p. 7

Encore en lutte, les femmes : prenons le pavé le 8 mars

Par Ève Sanfaçon

Eh oui! Le 8 mars arrive, cette journée internationale des droits des femmes. Quelle est son origine? C'est en 1910, lors de la Conférence internationale des femmes à Copenhague, que Clara Zetkins, demande d'avoir une journée pour souligner les droits des femmes, dont le droit de vote. Ici, en Amérique du Nord, cette journée a été soulignée seulement dans les années 1960. L'ONU déclara l'année de la femme en 1975.

Il y avait tant à faire et encore aujourd'hui, j'aurais aimé ne pas écrire que le premier mois de l'année 2025, nous avons déjà eu un féminicide. Et c'est un de trop. Dois-je rappeler qu'en 2024, il y en a eu 27?

Alors : soulignons le 8 mars. La thématique cette année, c'est « Encore en lutte ». Avec tout ce qui se passe autour de nous, peu importe que l'on regarde un peu plus au sud ou encore ailleurs dans le monde ou plus près de chez soi. Cette journée est plus que jamais nécessaire. Comme le disait si bien Simone de Beauvoir, nous devons rester vigilantes toute notre vie durant; Il y aura toujours une crise politique, climatique ou encore religieuse, pour que les droits des femmes reculent.

En 2025, nous soulignerons aussi la Marche mondiale des femmes, qui aura lieu en octobre prochain ici dans la région de Québec et dans plusieurs autres pays. Cette marche est partie du Pain et des Roses avec Françoise David dans les années 1990, une marche pour dénoncer que ce sont les femmes qui, encore bien trop souvent, sont le plus impactées par la pauvreté

et toutes les violences qui peuvent en découler...

Le visuel du 8 mars est encore une fois très évocateur et surtout, empowerment! C'est l'artiste Chloé Biocca de l'agence Molotov qui l'a conçu. Enfin, restez à l'affût: il y aura une marche et bien d'autres activités pour souligner cette journée internationale des droits des femmes.

J'aimerais d'ailleurs inviter les femmes à venir le jeudi 6 mars, en formule 5 à 7, au Centre des femmes de la Basse-Ville, 380 rue St-Vallier Ouest, pour le lancement du journal l'Actu'Elles. Petites bouchées et animation, c'est gratuit. Inscrivez-vous en appelant au 418-648-9092.

Bon 8 mars!

Pour plus d'informations sur cette journée : reseautablesfemmes.qc.ca/mobilisations/journee-internationale-des-droits-des-femmes-2025/



Sauvons la presse écrite communautaire

À Monsieur François Legault
Premier ministre du Québec

Confrontés à un manque de financement et à un manque de revenus publicitaires, les médias écrits communautaires imprimés sont-ils appelés à disparaître? Le Gouvernement du Québec s'apprête-t-il à tuer l'information locale?

Le manque de financement dû à la diminution considérable de l'achat publicitaire gouvernemental semble l'indiquer. En 2022-2023, les journaux communautaires n'ont reçu que 78 776 \$ en publicité gouvernementale, ce qui représente 0,02% de la publicité allouée à l'ensemble des médias au Québec. 37 576 \$ en 2023-2024, soit 0,04% de la publicité gouvernementale. Mais où va donc la publicité gouvernementale? Elle se dirige vers tout ce qui n'est pas imprimé : la radio, la télévision et, bien sûr, les médias sociaux.

Le gouvernement semble vouloir faire prendre aux

journaux un virage numérique sans cependant leur en fournir les moyens. Il faut savoir que ce n'est pas du tout rentable, du moins pas pour l'instant. Plusieurs de nos journaux n'ont pas de site adéquat, ou pas encore de personnel expérimenté pour effectuer des mises à jour régulières.

Et que dire des tarifs de 310.44 \$ la tonne métrique que les journaux de format tabloïd devront payer en 2025 à Éco Entreprises Québec! L'information locale n'est pas une boîte de céréales ou un contenu de jus que l'on met dans le bac bleu. L'information n'est pas de la pollution! De plus, dans le cadre du Programme d'aide aux médias communautaires pour 2024-2025, la majorité des journaux communautaires ont vu leurs subventions diminuer.

Au cours de la dernière année, cinq journaux communautaires ont mis fin à leur publication. Certains sont en réflexion, à savoir s'ils entreprendront leurs activités uniquement sur le web ou s'ils fermeront tout simplement. D'autres

se demandent s'ils seront encore là dans quelques mois.

Est-ce qu'il y a encore de la place pour les journaux communautaires au Québec? Il faut que cesse cette hémorragie!

Nous demandons que le Gouvernement du Québec investisse davantage de publicité gouvernementale dans les médias communautaires; que les journaux communautaires soient exemptés de la taxe sur la récupération; que les subventions gouvernementales dans le cadre du programme d'aide aux médias communautaires tiennent compte de la fragile réalité des journaux communautaires.

Sauvons la presse écrite communautaire!

Le président de l'AMECQ,

Joël Deschênes

c.c. : Marc Tanguay, chef par intérim du Parti libéral du Québec
Ruba Ghazal, co-porte-parole de Québec solidaire
Paul Saint-Pierre Plamondon, chef du Parti Québécois

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org
droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de

discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du

ministère de la Culture et des Communications du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0 315-9 574
Courrier de 2^e classe
N° 40 012 747

Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards, Ève Sanfaçon

Coordination : Nathalie Côté
Révision : Marie-Hélène Gélinas, Richard Martel,
Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Hélène Matte, Ève Sansfaçon, Alice Guéricolas-Gagné, Mario Jobin, Pascal Grenier, Michaël Lachance, Gilles Simard
Photos : Droit de parole,

Christian Baron
Illustration : Pierre Otis, Hélène Matte
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



La Coalition Dorchester pour le respect du PPU à 10 étages

« Nous nous opposons à la privatisation du paysage »

Par Nathalie Côté

«Le panorama est un bien collectif. Nous nous opposons à la privatisation du paysage», a lancé Héléne Matte, porte-parole de la Coalition Dorchester lors de la conférence de presse du 3 février dernier dans Saint-Roch. «Faisons honneur à Marc Boutin en faisant un développement à échelle humaine», a précisé l'artiste multidisciplinaire en dénonçant le projet du promoteur à l'Îlot Dorchester. «Les percées visuelles ne sont pas un caprice, elles sont l'âme d'une ville», a-t-elle ajouté.

Le règlement de la Ville de Québec permet actuellement une hauteur maximale de construction à 10 étages dans cette partie du quartier, tel que le stipule le Plan particulier d'urbanisme (PPU) adopté en 2017. Le promoteur Trudel prétend qu'il a besoin de construire un immeuble de 20 étages pour «rentabiliser» son développement immobilier sur son terrain acquis en 2022. Le projet d'immeuble est un complexe de 400 logements, dont une tour de 20 étages où trône un hôtel.

«Un quartier, c'est un morceau de ville où la plupart des déplacements se font à pied, où on voit le ciel», a pour sa part affirmé Alice Guéricolas-Gagné, auteure et résidente de Saint-Roch. Elle a rappelé que le quartier Saint-Roch partage avec, celui de Saint-Jean-Baptiste, une culture des luttes populaires et citoyennes, rappelant les luttes citoyennes victorieuses contre la construction d'une autoroute dans Saint-Jean-Baptiste et son passage dans Saint-Roch dans les années 1970.



Alice Guéricolas-Gagné et Héléne Matte, et les membres de la Coalition. Photo: DDP

« C'est trop gros »

La Coalition Dorchester est formée de plusieurs citoyens et citoyennes du centre-ville avec l'Engrenage Saint-Roch et le Collectif Saint-Roch-Saint-Jean-Baptiste qui ont uni leurs forces pour lutter contre le projet du promoteur. Elle est appuyée notamment par le député de Taschereau Étienne Grandmont et par l'historien Réjean Lemoine selon qui le projet de Trudel est «un projet qui ne s'intègre pas à la ville». «C'est un recul», a-t-il affirmé. «C'est trop gros».

La Coalition Dorchester dénonce aussi la construction d'un hôtel de luxe et de son stationnement souterrain de 550 places, qui ne réglera en rien la crise du logement et contribuera aux problèmes de circulation automobile et de pollution dans le quartier.

Le projet actuel ne compte qu'une vingtaine de logements subventionnés du programme de supplément au loyer (PSL) pour personnes à faible revenu. La plupart des 400 logements prévus sont des 3 pièces et demie au coût prévu de 1500 \$ par mois

comme l'a déjà annoncé le promoteur. À cet égard, la coalition demande que la Ville de Québec impose l'inclusion de 20% de logement social dans toute nouvelle construction sur son territoire.

Le maire Bruno Marchand aura le dernier mot ?

Lors d'une conférence de presse à l'Hôtel de Ville le même jour, Bruno Marchand s'est montré ouvert à une modification du PPU concernant le projet à l'Îlot Dorchester, disant du même souffle qu'on ne peut pas le faire «sans écouter les préoccupations des citoyens des quartiers Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste». Bien que la demande de changement au zonage devra être d'abord analysée par la Ville de Québec et la commission d'urbanisme, c'est le maire qui aura le dernier mot, ainsi qu'il l'a lui-même affirmé.

Quant à l'opposition, sans surprise, le parti Québec d'abord (l'ancienne Équipe Labeaume) défend le projet du promoteur Trudel. «On est avec les citoyens», a assuré quant à elle, Jackie Smith de Transition Québec.



Le haut-de-forme de Zoé ! Photo : DDP

Redonner le goût de Saint-Roch

Par Gilles Simard

Déconcerté et dépossédé. Voilà comment je me sens quand j'arpente ce centre-ville de Québec qui est le mien depuis plus de soixante ans.

J'ai beau nicher à un battement d'aile de l'endroit, je ne vais plus au Parc Jean-Paul L'Allier, ce véritable poumon urbain au cœur de la basse-ville, précieuse oasis de verdure et de fraîcheur où il faisait si bon respirer avant. Pire, moi, un incondtionnel de Saint-Roch, un ancien « bum » même, j'évite maintenant le parvis de l'église et j'ai beaucoup moins de plaisir à aller flâner entre les rayons de la nouvelle bibliothèque Gabrielle-Roy, si belle et si lumineuse soit-elle. N'en déplaise aux jovialistes et aux porteurs de lunettes roses, Saint-Roch est malade. Très.

Trop de pollution, d'îlots de chaleur et pas assez de canopée; trop de chantiers et d'encombres dans les rues et sur les trottoirs; trop de commerces qui ferment et trop de franchises insipides qui prennent le relais en anglais : Uppercut barber shop, Holy choco, Midnight blue, Grizzly fuzz, etc.; trop de peinturlurages et de gribouillages sur les murs des maisons et des édifices; trop de crachats, de souillures et de cochonneries dans les allées, les plates-bandes et sur les bancs des espaces publics; trop de délabrement, de cris, de hurlements et d'incivilités de toutes sortes. Trop de trop!

C'est comme si partout le laid voulait l'emporter sur le beau. L'immonde et l'avalissant sur le net et l'authentique. C'est comme un magma de décrépitude qui sourd des bas-fonds. Ça suinte et ça dégouline. Mon centre-ville est cassé et souffrant. Il étouffe. Il suffoque...

Mais au fait, qu'est-ce qui a tant changé depuis avant la pandémie? Quel est cet éléphant dans la pièce que nous avons si peur de nommer et qui est venu bousculer l'ensemble? Eh oui... Une population itinérante accrue, avec en prime la maladie mentale et la dépendance aux drogues bon marché. Un combo de comorbidité devenu un vortex de détresse humaine qui tourne et stagne au-dessus de la basse-ville et ses alentours; un gros nuage noir qui enfume tout le reste... Flâner librement sur la rue, musarder et lécher les vitrines en toute quiétude, rêvasser devant la fontaine, les petites joies urbaines quoi.

La faute à qui tout ça ?

Un soir, cet été, au parc Jean-Paul L'Allier, en voyant un forcené décapiter rageusement un pauvre amélanchier avec un bâton de hockey, j'ai compris (sans nécessairement excuser le geste) qu'au fond, la colère et la violence de cet homme ne faisaient que refléter notre propre colère à nous, les « normaux » ... Nous qui nous sentons de plus en plus impuissants, délaissés et résignés par la grosse machine d'état, le système de santé, les institutions et tous les services que le gouvernement n'est plus à même de nous fournir. Veut veut pas, normaux et poqués, nous sommes tous dans le même goulot d'entonnoir. Et ce n'est qu'en agissant ensemble que nous allons trouver moyen d'en sortir.



À l'entrée de la bibliothèque Gabrielle-Roy. Photo : DDP

Cela dit, est-ce la faute aux itinérants, aux « multipoqués » et aux désaffiliés, si l'ambiance sociale s'est ainsi plombée en ville? Est-ce leur faute s'il manque de logements sociaux, d'argent frais, de personnel et de locaux disponibles pour un ajout de centres de crise et de haltes chaleur? Est-ce leur faute si les paliers municipaux et provinciaux mettent plus d'énergie à se crêper le chignon qu'à mener des actions pérennes et concrètes? Leur faute, si pour des raisons d'austérité Legault et Carmant réduisent l'aide en santé mentale et poussent l'absurde jusqu'à fermer une institution aussi utile et bien implantée que le « 388 Saint-Vallier » dans Saint-Sauveur?

Un projet à échelle humaine plutôt qu'une tour-hôtel de vingt étages

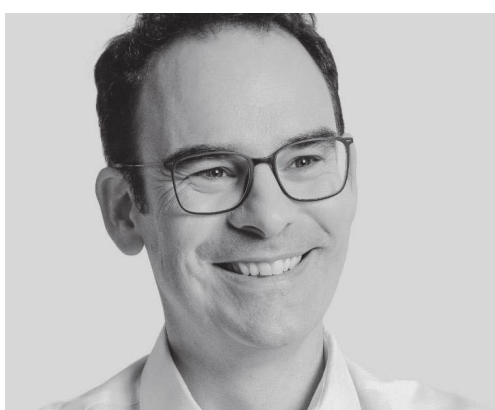
Certes, la Ville fait des efforts louables en matière d'itinérance et autres, le travail des organismes communautaires sur le terrain est toujours aussi admirable et l'implication citoyenne au centre-ville est remarquable. Mais ce n'est pas assez et la patience et la résilience d'un peu tout le monde ayant ses limites, il faudra beaucoup plus que ça pour tirer Saint-Roch vers le haut. Et beaucoup plus aussi que les sérénades sur la bienveillance et le serinage à n'en plus finir sur la cohabitation harmonieuse et tout le tintouin. L'élastique est étiré au maximum. L'heure est grave. Il faut un électrochoc majeur, un élément clé, un geste fort, quelque chose qui pourrait servir de liant aux actions concertées de « toute » la communauté.

Quelque chose, une mesure d'envergure qui pourrait fort bien ressembler à ce que fut l'avènement du parc Jean-Paul L'Allier pour le renouvellement du vieux « Saint-Roch Plywood », au temps de la guerre des motards et de la morosité économique des années 90.

Un événement majeur donc, qui pourrait être n'importe quoi sauf le projet discordant et disproportionné de tour-hôtel de vingt étages des frères Trudel à l'Îlot Dorchester en basse-ville. On ne règle pas un problème en faisant de la fuite par en avant. Two wrongs don't make a right, n'est-ce pas?

Et pour redynamiser le quartier, pour redonner le goût du centre-ville à tout le monde, pourquoi pas un projet de développement de l'Îlot Dorchester qui serait à échelle humaine et qui pourrait s'inspirer de celui que le regretté architecte et militant Marc Boutin avait présenté en 2015? Ça, ou n'importe quel chantier d'aménagement urbain majeur s'inspirant de ce que l'on s'appête à construire à l'Îlot Saint-Vincent-de-Paul suite aux longues luttes de terrain des différents groupes et comités de citoyens locaux?

Pour sûr, ça ramènerait Saint-Roch et son chien à la surface, et ça nous redonnerait le goût du centre-ville. Le goût de Saint-Roch.



**ETIENNE
GRANDMONT**



Député de Taschereau

830, rue St-Joseph Est,
bureau 403, Québec



418 646-6090



Etienne.Grandmont.TASC
@assnat.qc.ca



Saint-Roch mérite mieux! ...ou pourquoi je m'oppose au projet de Trudel pour l'îlot Dorchester

Par Alice Guéricolas-Gagné, autrice de Saint-Jambe et résidente du quartier Saint-Roch

Cher Bruno Marchand, chères élues, chers élus,

« Les racines de Saint-Jambe sont dans Saint-Roch », avait dit notre comparse Michel Côté alors que nous visitons, en repérage pour notre projet artistique La montée des eaux, la coquette cour arrière de feu Marcel Landry et de Michèle Renaut. M. Landry, fidèle à sa devise selon laquelle la beauté a le pouvoir de rendre digne et fier, a contribué à fonder au cœur d'un quartier Saint-Roch en mal d'amour, dans les années 1980, l'îlot Fleurie – une initiative citoyenne qui mariait art urbain, jardins pirates et tablées communautaires en plein air. Plus près de nous, il a mis en œuvre la tradition de décorer les poteaux de téléphones du bas de la côte Badelard au gré des saisons.

« Les racines de Saint-Jambe sont dans Saint-Roch », disait Michel. Et je rajouterais que Saint-Roch aura besoin, pour poursuivre son rôle nourricier, de l'amitié et de la solidarité de la ville au complet. Car bien souvent, il fait triste dans Saint-Roch, et ce n'est pas le projet de Trudel pour l'îlot Dorchester qui corrigerait le tir.

Vivant dans Saint-Roch depuis une demi-décennie maintenant, je constate comment les décideur·e·s ont fermé les yeux, n'ont pas agi, et ce faisant, comment ils et elles ont négligé qualité de vie et dignité des gens du coin. Je croise tous les jours une grandissante misère humaine qui me désole. Je ne comprends pas comment une ville aussi riche que la nôtre peut laisser autant de gens dormir dehors par un froid pareil. Je ne comprends pas non plus pourquoi le boulevard Charest, que je traverse chaque fois inquiète, fait encore pénétrer une pléthore de camions au cœur du centre-ville alors que le trafic lourd devrait être détourné vers une autoroute. Il m'est aussi incompréhensible qu'on laisse Saint-Roch suffoquer dans ses îlots de chaleur; rappelons que le quartier présente l'un des taux de

canopée les plus bas de la ville (15%). Pour en rajouter, ce quartier où manquent cruellement verdure et logements sociaux, a été pris comme terrain de jeu par quelques promoteurs immobiliers ainsi que par des propriétaires qui multiplient les offres d'hébergement temporaire de type Airbnb – c'est l'un des secteurs qui en compte le plus à Québec.

Chaque fois que s'envole mon chapeau lorsque je longe la tour Fresk, à côté de la bibliothèque Gabrielle-Roy, je me demande, avec colère, comment a-t-on pu à ce point se laisser piétiner, en tant que citoyen·ne·s, et laisser s'ériger des horreurs pareilles (que l'on pense à l'intégration architecturale à la trame du quartier ou aux corridors de vent engendrés, sans parler des problèmes de lumière ou de non-accessibilité), de surcroît, sur ce lieu emblématique de la défunte place centrale de la Basse-Ville, dont la tour Fresk a dévoré la dernière miette. La place Jacques-Cartier, à l'époque, accueillait le peuple de la Basse-Ville de l'église jusqu'à la rue Dorchester (environ jusqu'à l'édifice qui abrite aujourd'hui le restaurant le Bureau de poste). Faut-il rappeler que c'est là qu'ont débuté les émeutes contre la conscription, en 1918? La colère de la foule avait alors fait trembler les élus dans leur hôtel de ville.

Qu'attendrez-vous pour réaliser que des projets comme celui de Trudel n'ont pas leur place dans Saint-Roch? Je crois qu'il serait temps de vous mettre au diapason des difficultés qu'y rencontrent les gens à cause des mauvaises décisions accumulées des décideur·e·s. Saint-Roch a déjà été défiguré par l'érection de trop de tours bien trop hautes pour son cadre bâti, de même que par la construction de boulevards et d'autoroutes comme autant de cicatrices dans son tissu urbain. Le quartier mérite mieux qu'un projet immobilier de 20 étages, projet qui vise deux fois plus haut que la limite permise (qui est déjà au moins deux fois, si ce n'est pas trois fois, trop haute), et qui servirait surtout à l'enrichissement d'un promoteur immobilier à qui le

ciel n'appartient pas plus qu'aux gens à faible revenu ou sans-abri qui cherchent à se loger.

L'heure est grave, tant d'un point de vue climatique que de celui du logement social – d'autant plus pour les personnes les plus vulnérables et pauvres de la société, qui sont affectées de façon disproportionnée par ces crises. Rappelons qu'encore en 2012-2016, on jouissait dans la Basse-Ville d'une espérance de vie de 8,2 années de moins (!) qu'en Haute-Ville. Dans ce contexte, c'est une honte, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'une telle proposition nous soit faite. C'est pourquoi je vous encourage à ne pas accorder cette faveur à Trudel – celle d'outrepasser un PPU (Plan particulier d'urbanisme) qui a été adopté démocratiquement en 2017 – et de façon générale, à faire barrage aux projets immobiliers de la trempe du Watson, ce gratte-ciel récemment construit en face de l'épicerie Métro, où un 4 1/2 se loue 1837,50 \$ par mois.

En réponse à ces crises qui bouleversent nombre de sociétés dans le monde, chaque instance doit faire tout ce qui est en son pouvoir. La Ville de Québec, en l'occurrence, doit d'abord faire respecter les règles dont elle s'est elle-même dotée. Ensuite, elle doit encourager et soutenir par tous les moyens les initiatives respectueuses du cadre bâti et des résident·e·s, qui incluent des espaces verts et une majorité de logements sociaux. Plusieurs de ces projets sont déjà en germe, que l'on pense à celui imaginé en 2015 par la Coalition citoyenne pour l'îlot Dorchester (coalcitoyenne.blogspot.com) ou à d'autres ailleurs au centre-ville; comme l'îlot Saint-Vincent-de-Paul sur la côte d'Abraham, le projet pour l'ancienne école Saint-Louis-de-Gonzague dans le Vieux-Québec ou Avenir Saint-Patrick dans Montcalm.

Quand les racines crient famine, ce n'est pas de bon augure – ainsi je ne peux que vous enjoindre à mettre l'épaule à la roue au plus vite!



FONDS DE SOLIDARITÉ DES GROUPES POPULAIRES

La défense des droits, j'y crois!

Saviez-vous que vous pouvez appuyer le Fonds en ligne?

fsgppq.org/don

SOIRÉE FESTIVE
ENTRÉE GRATUITE - BOISSON PAS TROP CÈRE - MUSIQUE

ON NE PANIQUE PAS, ON FAIT LA FÊTE!

PATRO LAVAL
4 AVRIL 19H




VILLE DE QUÉBEC

Faisons progresser notre ville!



Jackie Smith
Conseillère municipale de Limoilou

JACKIE.SMITH@ville.quebec.qc.ca
418 641-6411 poste 1051

Québec, ville à flanc de falaises

Par Mario Jobin, architecte

On ne saisit la pleine envergure de Québec qu'en « entrant en ville par le boulevard Champlain », comme l'a fait le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, par un beau matin ensoleillé de l'an 2000. À ce moment même, il décida d'agir et de stopper toute privatisation du secteur pour ouvrir la voie à ce qui est devenu, aujourd'hui, un « front de mer et à flanc de falaise », la Promenade Samuel-De Champlain : un bien public.

Or, il reste une part de rocher à protéger et à mettre en valeur : la falaise nord. Les quartiers populaires qui s'y accrochent se partagent une luxuriante forêt de plusieurs kilomètres. Ce texte propose de procéder à la revitalisation de la falaise nord de la capitale nationale.

Projet de l'îlot Dorchester

Le rocher de Québec, dans son dernier dénivellé, après des kilomètres de forêt en débord de ville, voit sa falaise se transformer, rue Saint-Réal, en un belvédère ouvert sur le quartier Saint-Roch, au jardin Jean-Paul L'Allier. L'îlot Dorchester se situe là : à la jonction de « la ville et de la nature ». Nous verrons qu'un seul projet ne fait pas la ville, ni même un quartier. Tout projet contribue à son environnement immédiat et – parfois/rarement – à un environnement plus large.

Le récent projet du Groupe Trudel reste étranger à ce paysage et à une composition urbaine inscrite dans le temps. Aucun dialogue porteur avec son environnement immédiat ET élargi : que du « volume » et de la hauteur... VINGT ÉTAGES... de la « densification » en recherche de dérogation réglementaire.

Au-delà de la masse de ce projet, de l'implantation d'édifices en hauteur, dont une tour coiffée d'un volume de verre, un « hôtel-signalétique » visible de loin, offrant même des vues vers le Saint-Laurent, bien plus loin, laisse perplexe. Le soir venu, cette « tour illuminée » nous aveuglera et fera « disparaître » l'environnement paysager de la vallée du Saint-Laurent, vers le nord, et de la falaise, vers le sud. Le théâtre Le Diamant, Place D'Youville, chapeauté de verre, démontre déjà cet impact visuel.

Construire en profondeur

Invité par l'IDU (Institut de développement urbain) en 2022, le PDG d'un important investisseur immobilier de Saint-Roch a parlé de la « profondeur » de Québec. C'est exceptionnel. On évoque ici la « profondeur d'une ville » tandis que le Groupe Trudel nous parle uniquement de « volume » en négligeant ainsi une dimension essentielle. Auguste Rodin, sculpteur, nous indique la voie.

Rodin explique comment « modéliser des volumes en profondeur » et plusieurs architectes – et civilisations mêmes – appliquent ce principe en construction : « [...] l'ensemble de la masse doit être conçu et construit dans ses différentes circonférences... dans chacun de ses profils... Chaque profil est en fait l'évidence extérieure de la masse intérieure; chacun est la surface perceptible d'une section profonde, comme les tranches d'un melon, de sorte que... la réalité du modèle semble émaner de l'intérieur. » Voilà, c'est simple.

Strasbourg sous la pluie

De manière inattendue, récemment, je me suis retrouvé en « paysage familier », au pied de la Pente-Douce, lors d'une « promenade en contrebas ». Plus loin devant, au-dessus du « basilaire » formé par la falaise, plantée dans l'obscurité, une large voilure de fenêtres illuminées m'a « ramené » pour un court instant, à Midtown, Chicago, où j'ai déjà habité. L'équivalent du projet de l'îlot Dorchester, « VINGT ÉTAGES posés en falaise » était pourtant là, devant (40 m de falaise + 6 étages d'édifices dessus = VINGT ÉTAGES). Cette « image inversée », entre villes, provient de mon expérience de Chicago. Nul besoin de construire plus haut, particulièrement, devant la falaise, qu'on doit pouvoir admirer.

Cette « convergence d'images matérielles » a clairement été décrite par Gaston Bachelard, philosophe (1884-



En bas de la côte Badelard. Photo : DDP

1962); c'est une expérience partagée, relativement commune. Il ne nous reste donc qu'à partager une seconde expérience, lors d'un court voyage, d'une « ville inversée et projetée sur et à travers » les dalles mouillées de la grande place de la gare de trains de Strasbourg. Sublime découverte d'un soir pluvieux, tout en « reflets », de l'inattendu : « Strasbourg sous la pluie ». Je n'ai jamais revu de telles « villes inversées », nulle part. On peut cependant en avoir un aperçu, en contemplant la vallée, à partir de la falaise nord de Québec, les soirs d'été.

Dialogue avec la nature

Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie, en pleine réflexion et en recherche d'un « nouveau dialogue avec la nature » disait : « Aujourd'hui, le monde que nous voyons à l'extérieur et le monde que nous voyons

à l'intérieur convergent. Cette convergence de deux mondes est peut-être l'un des événements culturels les plus

importants de notre époque. » Le Nouveau Monde, s'il existe encore, réside ici. Encore faut-il avoir le courage de poursuivre la découverte, en accord avec la nature.

Revitaliser la falaise nord de Québec et adapter la hauteur des constructions en fonction des champs visuels à protéger est de mise. L'objectif est de « rester accroché » à l'immensité de la vallée du Saint-Laurent et de « laisser fleurir la mer », ancienne mer de Champlain, en une ville sans cesse renouvelée, faite de profondeurs et de rêves, dont les « vagues », une à une, en constructions bien jaugées, se cisèleraient en se « fracassant » sur la falaise nord de Québec : bien public inaliénable.



PASCAL PARADIS

Député de Jean-Talon et porte-parole du 3e groupe d'opposition pour la Capitale-Nationale

www.pascalparadis.quebec

3175, ch. des Quatre-Bourgeois, bureau 150
Québec, G1W 2K7

pascal.paradis.JETA@assnat.qc.ca

418 682-8167

[@pascalpparadis](https://www.instagram.com/pascalpparadis)

[@pascalpparadis](https://www.facebook.com/pascalpparadis)



**ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC**

Paryse Martin serait en maudit après Trudel

Par Hélène Matte

Parmi l'ensemble des grossièretés que nous donne à voir le projet que propose l'entrepreneur Trudel pour l'Îlot Dorchester, il en est une dont on parle peu mais qui n'est pas moins scandaleuse. Oui, sa folie des hauteurs donne le vertige. Oui, le *Greenwashing* qui obnubile le Conseil de quartier Saint-Roch est des plus outrageants. Oui, le chantage économique du « sans hôtel de 20 étages, nous n'y arrivons pas financièrement » est aussi risible que méprisant (Trudel corporation vise ouvertement des gains de 100 millions par année, selon un article du journal Le Soleil). Que Trudel ait fait savoir à grand coup de publicité qu'il soutenait la cause du Cancer du sein, juste avant le dépôt de son projet, vraisemblablement pour favoriser l'opinion publique, est abject. Oui, que sa prétention à tenir compte des avis de la population est fourbe, et qu'il utilise les consultations publiques pour détourner les avis (le 16 janvier 2025, nombreux citoyens affirmaient que la hauteur qu'il cherche à imposer est démesurée. Pourtant, le lendemain, ses sbires jappaient aux médias qu'ils avaient fait leurs devoirs, et qu'ils attendaient prestement l'aval de la Ville). Oui, d'avoir acheté le terrain en toute connaissance de cause, pour vouloir modifier son Programme particulier d'urbanisme (PPU), établi il y a à peine quelques années, est d'une arrogante malveillance.

Oui, tout cela est flagrant et il faut y revenir. Mais il a une chose, sournoise et non moins ignominieuse, qui s'immisce dans le document qu'a présenté l'entrepreneur le 23 octobre, dont l'intitulé contient fallacieusement le mot « respect ». En page 39, on trouve au cœur du petit parc que Trudel daigne aménager, une œuvre d'art publique en hommage à l'artiste Paryse Martin. D'abord, soulignons qu'une œuvre d'art publique est le fruit d'un processus régi par des

règles, encadré par une loi provinciale (d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement). Son choix est décidé par un comité consultatif. Trudel s'ingère donc ici dans un processus démocratique et est présomptueux en croyant flatter les nombreux admirateurs et amis de l'artiste.

Encore faut-il porter attention à l'œuvre qu'il donne en exemple pour comprendre qu'il se fourvoie doublement. Une chape de verre surplombe un lapin d'or, juché sur un socle de marbre blême. On jurerait un chocolat de Pâques Lindt encapsulé en suppositoire. Ça ne passe pas. Tous ceux ayant connu l'imparable Paryse Martin salueront une volonté (honnête) de lui rendre hommage. Encore faut-il l'avoir connu, justement, pour savoir que le simulacre présenté par Trudel Corporation ne lui va pas à la cheville. Paryse Martin était exubérante et son sens critique d'une finesse implacable. Elle avait un tempérament batailleur, d'ailleurs aguerri aux luttes urbaines. Elle a contribué notamment à l'aventure de l'Îlot Fleurie et aux revendications d'ateliers d'artistes. Qu'on use sa mémoire pour vendre un projet architectural dont l'impériosité est sinistre, la révolterait.

Paryse Martin défendait des esthétiques extravagantes, des ornements affriolantes et des imaginaires incendiaires. Elle était authentique. Elle était gaillarde. Elle était espiègle. Pour lui rendre hommage, que Trudel Corporation fasse appel, rien de moins, aux héritiers de Gaudi. Qu'il transforme sa tour-hôtel en un grand pénis couvert de mosaïques (pas plus de 10 étages, de grâce). En plus d'honorer l'opulence et l'insubordination propre à l'artiste, la construction aurait ainsi la qualité, seule, de montrer la vérité de son projet phallocrate.



Illustration : Hélène Matte

JOYEUSE SAINT-VALENTIN!

Célébrons l'amour sous toutes ses formes : celui qui nous unit à nos proches, à nos communautés, et à nos rêves.

Julie Vignola
Députée fédérale de Beauport-Limoilou

2000, avenue Sanfaçon, bureau 101
Québec (Québec) G1E 3R7 | julie.vignola@parl.gc.ca
418 663-2113

CHAMBRE QUÉBÉCOISE BLOC Québécois

julievignola.quebec | JulieVignolabq | JulieVignolaBL | JulieVignolabq

Lancement du livre de Réjean Lemoine *Québec au fil des siècles : Portrait d'une ville et de ses habitants*

Réjean Lemoine vous convie au lancement de son dernier livre, *Québec au fil des siècles : Portrait d'une ville et de ses habitants*. L'historien résume plus de 400 ans d'histoire en 9 chapitres passionnants offrant une première synthèse sur la ville de Québec.

Avec ce livre, publié aux Éditions GID, l'historien Réjean Lemoine offre une histoire urbaine de la ville de Québec racontée de manière chronologique en neuf chapitres distincts et enrichie des illustrations des photographes Éric Côté et Patrick Altman.

Pour réaliser ce projet, il a consulté de plusieurs fonds des archives

municipales de la ville de Québec, des documents parlementaires ainsi que de nombreux journaux.

L'histoire de la ville de Québec est extrêmement riche et les historiennes et historiens du futur auront de nombreuses nouvelles pistes à développer. Il propose cet essai qui permettra de jeter un nouveau regard sur l'histoire de Québec. (NC)

Lancement, le 5 mars à 17h00
à l'Îlot des Palais
Musée d'histoire et d'archéologie
à Québec
8 rue Vallière.

Réjean Lemoine

QUÉBEC

AU FIL DES SIÈCLES

PORTRAIT D'UNE VILLE

ET DE SES HABITANTS

Retour au travail forcé des débardeurs du Port du Québec

Par David Johnson

Les débardeurs du Port de Québec sont forcés de retourner au travail, à la suite d'une ordonnance du gouvernement fédéral. « Ça a brisé le moral des gens », se désole Stéphan Arsenault, président, soulignant que plusieurs de ses collègues ont l'impression de n'avoir rien accompli durant les années en lockout sur la ligne de piquetage.

M. Arsenault note que plusieurs de ses collègues avaient commencé à occuper d'autres emplois, afin de pouvoir combler les fins de mois, ce qu'ils ont dû laisser à la suite de l'ordonnance fédérale qui est arrivée juste avant les fêtes. « C'est une approche dégueulasse », dénonce M. Arsenault.

Malgré le progrès laborieux des négociations entre les débardeurs et le Port de Québec, il y avait des raisons d'être optimiste et une résolution juste était possible. « On était sur le point d'avoir un retour de l'employeur sur les points de contestation », selon M. Arsenault qui constate que, maintenant, pour le Port, « le dossier est clos ».

Marc-André Roy, conseiller au Syndicat canadien de la fonction publique, note que ce n'est pas seulement les débardeurs qui subissent ce genre de traitement :

c'est une stratégie de plus en plus fréquemment utilisée par le gouvernement pour empêcher les moyens de pression dans les négociations. « L'ordonnance [forçant un retour au travail] fait en sorte que les employeurs arrêtent de négocier », déplore-t-il. « C'est inadmissible. »

La question légale, M. Roy précise que l'ordonnance n'est pas une loi spéciale, comme on a fréquemment vu au Québec pour interdire des grèves dans l'industrie de la construction ou dans la fonction publique, par exemple. L'ordonnance visant les débardeurs est une utilisation abusive de la section 107 du Code canadien du travail.

Selon la section 107 du Code du travail, le ministre peut forcer le retour au travail des syndiqués en grève ou en lockout pour ce que le Code appelle « la paix industrielle ».

Même technique utilisée contre les grévistes de Postes Canada

Stephan Arsenault et Marc-André Roy notent l'absurdité que cette mesure qui est prise après plus de deux ans en lockout. Selon eux, le gouvernement a seulement vu l'intérêt d'intervenir dans le conflit

après son élargissement aux ports de Montréal et de Vancouver.

L'ordonnance arrive également avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi anti-scab fédérale, adoptée en juin 2024.

Le Syndicat canadien de la fonction publique conteste actuellement l'ordonnance du ministre du Travail. Son utilisation abusive représente en effet une attaque directe contre le droit des travailleurs d'utiliser des actions collectives pour mettre de la pression sur les employeurs dans le cadre de négociations des conventions. M. Roy note que l'utilisation de la section 107 du Code du travail est une nouvelle tendance au gouvernement fédéral – c'est la même technique qui a été utilisée pour mettre fin à la grève chez Postes Canada avant les Fêtes. Sa contestation par le mouvement syndical est alors un impératif.

L'achat de seconde main pour lutter contre la crise environnementale

Par Pascal Grenier

Là où la simplicité volontaire a échoué à faire réduire la consommation, l'achat de seconde main généralisé réussira peut-être à juguler la croissance sans limite base du capitalisme.

L'achat de seconde main surtout promu par des organismes communautaires peut s'appliquer à de grandes variétés d'objets :

- Vêtements : du t-shirt au manteau pour femmes, hommes et enfants;
- Chaussures : des sandales aux bottes d'hiver pour femmes, hommes et enfants;
- Vaisselle, ustensiles, coupes, verres, tasses, etc.;
- Bibelots, cadres, etc.;
- Literie, tapis, coussins, etc.;
- Articles de sports : ski, raquettes, patins, bicyclette, etc.;
- Livres, revues, CDs, DVDs, vinyles, etc.;
- Appareils électriques et électroniques;
- Articles pour différentes fêtes : Noël, Halloween, Pâques, etc.;
- Meubles : set de chambre et de cuisine, chaises, tables, filières, électroménagers, etc.;

Ainsi l'achat seconde main peut donc avoir un effet significatif par la variété et par la quantité d'objets que l'on peut acquérir. Chaque fois qu'un objet est acheté dans une version seconde main c'est un article de moins qui est produit neuf avec ce que cela comporte comme réduction d'exploitation des ressources, d'énergie pour la fabrication et de transport pour le rendre jusqu'au client.

Les magasins seconde main sont présents dans presque tous les quartiers de nos villes et de nombreux villages. L'offre est donc là et pour avoir œuvré comme bénévole à l'organisme « Nos choses ont une deuxième vie », dans la région de Québec pendant plusieurs années, je peux témoigner qu'il y a des surplus abondants de matériel donné par les gens du milieu. Nous recevons deux à trois fois plus de marchandises par les gens qui nous les apportent au local que ce que nous vendons et nous refusons une grande partie des meubles qu'on nous demande par téléphone d'aller cueillir et ce par manque d'espace et de personnel. Il est même désolant de constater qu'une partie importante de ces meubles, encore utilisables, aboutissent à la récolte



Nos choses ont une deuxième vie. Photo: courtoisie

des encombrants de la ville et donc qui se retrouvent aux déchets.

Il résulte donc de ces grands surplus un énorme gaspillage. Cette situation n'est pas attribuable au manque d'offre par notre organisme car nous opérons à la fois un magasin de vente directement sur place avec une grande variété d'objets, mais aussi une boutique de vente en ligne (www.noschoses.org) de plus de 25 000 articles. Nous sommes, je crois, les seuls à offrir ce service de vente en ligne de matériel seconde main à grande échelle au Québec. Parfois, des clients peuvent acheter, 10 voire 50 articles dans la même commande. La situation n'est pas attribuable non plus aux prix, car ceux-ci sont de moins de 35% du coût de l'objet équivalent neuf. De même, les prix chargés pour les livraisons localement sont très bas et pour celles à l'extérieur de Québec, ils correspondent au prix du marché des compagnies de livraison. La présence de grands surplus n'est pas unique à notre organisme communautaire mais est généralisé dans la quasi-totalité de ceux qui font le commerce de matériel d'occasion au Québec.

Donc l'offre de matériel de seconde main n'est pas le problème qui peut limiter la généralisation de l'achat d'objets d'occasion. La voie est donc libre pour ceux qui veulent s'impliquer pour faire réduire la production d'objets neufs et profiter en même temps de bonnes aubaines. Il n'y a rien d'impossible à généraliser l'achat seconde main. Personnellement, je peux compter sur mes dix doigts le nombre d'objets neufs que j'ai acheté au cours des six derniers mois, à part la nourriture et les médicaments.

Toutes les personnes qui souffrent d'éco-anxiété, tous les écologistes qui cherchent ardemment des moyens de réduire les gaz à effet de serre et de façon générale tous ceux qui veulent lutter contre la crise environnementale peuvent trouver dans la généralisation de l'achat seconde main un moyen efficace de réduire la croissance, ce mal qui est à l'origine d'une grande partie des maux de la planète.

Nos choses ont une deuxième vie
500 12ième rue appart. 1
Québec G1J 2M8

Mois Multi 2025 : Corps EN.JEU.X

Par Héléne Matte

Le Mois Multi est lancé et offre sa programmation d'arts multidisciplinaires et électroniques jusqu'au 27 février. Expositions, spectacles, performances et projections pour petits et grands (parfois avertis) se déploieront au centre-ville. Tandis que le volet exposition se concentre principalement au sein de la coopérative Méduse, grâce à l'heureux partenariat des centres d'artistes sur place, l'art vivant s'étoile dans diverses salles en dessinant une constellation des plus éclairantes.

MAYDAY (Mélanie Demers) nous a transi avec *Confessions publiques* au Studio d'essai le 31 janvier. Julie Artocho défend une première création à la Salle Multi le 9 février. Nulle autre que Safia Nolin sera sur les planches du Trident, armée de sa guitare. Elle, dont l'œuvre n'hésite pas à magnifier la souffrance, détournera les commentaires qui purjotent des réseaux pour les sublimer en un appel à la sororité. Ce détournement de matière haineuse, acte de bravoure et de contestation, promet de nous empoigner le cœur et de nous brasser le cage (13 février).

Cette année, les artistes du Bureau de l'APA, ont ouvert le bal avec *Anti-Fragile, spectacle de piano*. Ces habitués du festival, dont les propositions courageuses ne laissent jamais indifférents, ont encore démontré que l'impétuosité sait faire preuve de finesse. À piano grand ouvert, immergés dans la fresque peinte par Chloé Surprenant, ils se jouent du risque et mettent le désordre, en créant des espace de liberté.

Corps. EN.JEU.X est la thématique du festival cette année. Le commissaire, Christian Lapointe, transfère ainsi la fougue qu'on lui connaît en tant que metteur en scène vers une programmation coup-de-gueule. En ces temps de morosité inquiète, quoi de mieux que d'entrer dans le vif de la culture et des questions nécessaires avec



Spectacle du Bureau de l'APA. Photo : Héléne Matte

une puissante fragilité. Un antagonisme que nombreux artistes, en quête de résilience, confirment lors de cette édition 2025, en abordant des sujets sensibles. Ainsi le trauma des sévices sexuels est ausculté par Le Théâtre indépendant dans *Le gardien d'enfants* (7 février). Pour conclure, ceux désormais saturés de mots se satisferont d'une catharsis électrisante. *Thirst* nous

plongera dans un maximalisme de sons et d'images, avec un concert de musique « abrasive et tellurique », présenté au Diamant le 27 février). Multi-projections, *show* de boucane et effets stroboscopiques profiteront aux jusqu'au-boutistes en quête de sensation fortes.

Bon festival!

Sauver les livres, avant leur disparition

Par Nathalie Côté

Sur un mur de la galerie, un tableau nous attire d'emblée. C'est la vidéo de la bibliothèque de l'artiste projetée sur un collage de grands papiers blancs faisant figure d'écran. Des livres, des boîtes d'archives, une chaise, un intérieur propice à la lecture.

L'image fait figure de tableau d'autant plus lorsqu'on constate que la vidéo projetée disparaît peu à peu laissant apparaître au mur, les contours de chaque livre et leurs titres tracés au crayon. Tout cela donne à l'image une texture, une présence.

C'est sa bibliothèque qu'Alain-Martin Richard a filmée et autour de laquelle s'articule le projet *Le (Dés-)inventaire ou Dispositif d'effacement du savoir*, présenté au Lieu dans le cadre du Mois multi. L'artiste explique : « Je m'inscris dans ce qui se passe sur la

planète. On commence de plus en plus à censurer des livres, comme on le voit aux États-Unis, parfois même ici. Si on commence à sortir le savoir des bibliothèques, qu'est-ce qui nous attend? » Il ajoute : « On vit une période qui me fait très peur pour mes petits-enfants. »

Dans l'espace de la galerie cependant, la disparition des livres ne sera que symbole, représentation, prétexte à une transformation suite aux interventions de l'artiste et à celles du public.

Une action collective

Ce qui devait être une performance solo tout le long de la durée de l'exposition, est devenu, par la force des choses, une œuvre collective, une « manœuvre »,

concept cher à l'artiste. Alain-Martin Richard, faisant face à des problèmes de santé, il a dû être remplacé par sonoureuse Nicole Catelier et par le directeur artistique du Lieu, Steven Girard, qui soustrait chaque jour quelques-unes des traces des 452 livres de sa bibliothèque. Ils sont découpés tour à tour et collés sur un mur dazibao, un « babillard vivant » comme l'appelle l'artiste, sur lequel le public est invité à intervenir. « Le dispositif est assez bien fait pour fonctionner en mon absence » note Alain-Martin Richard.

Un film d'animation, diffusé sur écran témoigne des changements quotidiens. À chaque jour ce sont quelques livres qui disparaissent dans cette installation dynamique dont il restera, à la fin, assurément intact, l'image de la bibliothèque projetée au mur.

Un conseil de l'artiste hospitalisé lors de notre conversation téléphonique : « Installez-vous au milieu de la salle et prenez le temps de regarder. Vous êtes dans ma tête... » Avant d'ajouter : « cette installation est un statement de ma carrière de performeur-auteur. »

S'ajoutent aux collages muraux, les trois pièces les plus énigmatiques de l'ensemble. Trois objets sur autant de socles : une carte électronique, représentation de la révolution industrielle actuelle, un masque de renard (animal fétiche de l'artiste) et un squelette de crâne « pas-humain-mais-qui-pourrait-l'être » (offert par un ami abitibien). Un crâne, symbole par excellence de la conscience du passage du temps.

Le (Dés-)inventaire ou Dispositif d'effacement du savoir

Une installation d'Alain-Martin Richard Performance, le 8 février à 14h avec Christian Lapointe. Présentée au Lieu, 345, rue Du Pont Jusqu'au 16 février.



Alain-Martin Richard, *Le (Dés-)inventaire ou Dispositif d'effacement du savoir* (détail). Photo: Christian Baron



TREMLIN D'ACTUALISATION DE POÉSIE

Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole publie à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

Un mal me tisonne
à peine ressenti
il broie le futur qui transparait
J'entrevois mes os comme un animal posté sur le néant.
Au-dedans, une maladie toujours difficilement avalée tatoue mes horizons.

C'est d'abord ma jambe gauche qui m'a révélé ta présence.
Avant, il y a eu des signes. Dans mes jambes.
Toujours. Puis, dans mes mains.
Tu es entrée en moi discrètement. Silencieusement.
J'étais incapable de ressentir ta présence.
Mais tu me diminuais par degré. Me ralentissais.
Je me trainais. Le diaphragme bloqué. Le cou barré.
J'ai laissé de nombreuses traces d'urine le long des routes.
Dans des buissons. Dans des ruelles. Derrière des immeubles.
Sur des rames de métro. Dans des lavabos.
Dans des bouteilles. Dans des plantes.
Dans des photomatons. Partout.

Par-delà la pudeur, les conventions, les interdits, j'essaie
de sauver ma dignité.

J'épands ma respiration où la vie coulerait sans embâcle,
où la lumière descendrait le long de mes larmes et la
santé saurait m'encercler.

Marc Lessard, poèmes tirés du recueil *L'éboulement des horizons*
(Éditions Hamac, 2024)

Tu brûlerais ta maison
simplement parce qu'un seul rongeur
pas très grand
et d'un modeste appétit
a entrepris de la ronger lentement,
très lentement.

Quand il aurait fini de la transpercer
ta maison,
ta tanière de l'ère industrielle,
– quelques trous noirs au côté gauche –
tes petits-enfants seraient
depuis longtemps
morts de vieillesse.

Vous ne seriez pas là
vous ne serez plus là
pour profiter du courant d'air
– le peu d'oxygène
qu'il reste encore dehors sur la terre,
une bouffée renouvelée
du bon azote des familles.

Le rongeur voudra bien
te rendre hommage
faire son nid sur ton tombeau,
ta maison de tourbe,
mais depuis longtemps
elle sera introuvable.

Stéphane Picher, «(F)raterie», inédit.



Illustration : *J'ai déjà brûlé la mienne*, Pierre Otis

Quand j'étais petite, je savais jouer à la lenteur. C'était facile, il suffisait de retenir le paysage. Des suites d'un hiver hâtif, j'ai étrangement perdu cette capacité, comme si le fait d'avoir manqué le signal avait introduit un léger retard entre moi et le temps. Maintenant devenue grande, je m'efforce de rattraper ce décalage. Sans succès. L'immobilité n'est pas seulement une question d'apparence.

//

J'ai grandi avec une roche à l'intérieur du corps. Quelqu'un quelque part s'en est sûrement aperçu, mais n'a pas eu le réflexe de l'enlever de ma périphérie. Cette roche, donc, qui au début se situait à dix centimètres de moi, s'est rapprochée, rapprochée, à mesure que je prenais de l'expansion. Je n'ai pas su l'éviter. Un jour, j'ai dû ouvrir la bouche pour l'avalier.

Des années plus tard, je ne peux pas dire que cette pierre fasse extrêmement mal. C'est un inconfort que je traîne partout en tout temps. Occasionnellement, je sens qu'elle enfle, mais je me convaincs du contraire. Seuls les souvenirs peuvent se dilater ; les roches ne perdent pas leur densité.

//

Certaines pensées m'obsèdent, ne veulent pas me quitter. Une nuée d'étourneaux s'agrippant voracement à mes branches avec leurs pattes rougeâtres et noueuses. Quand le vent souffle en hauteur, on les voit se balancer de haut en bas, comme s'ils étaient assis sur des ressorts.

Ces oiseaux ne me paraissent pas très lourds. On pourrait même les confondre avec la maladie du nodule noir, causée par un champignon qui attaque les branches en formant des masses allongées et dures. En s'approchant, on voit très bien la différence. Il suffit de crier pour les faire déguerpir, mais ils reviennent toujours, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à manger.

Mireille Gagné, extraits de *Bois de fer*,
aux éditions La Peuplade, novembre 2022

L'histoire des luttes

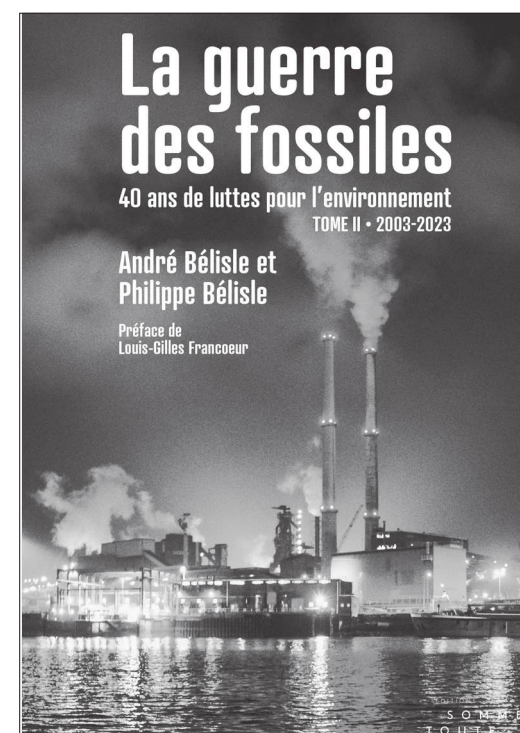
La suite des luttes menées par l'AQLPA, association militante environnementale québécoise, pour la survie de la planète.

Le précédent ouvrage des deux auteurs, Sur les ailes de l'aigle tome 1, évoquait les deux premières décennies (1982-2002) de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et de son fondateur, André Bélisle.

Sur les ailes de l'aigle tome 2 se penche sur les vingt dernières années du mouvement (2002-2022). Le récit de ces années évoque les luttes sans compromis que l'AQLPA et son fondateur ont menés dans l'intérêt du bien commun contre la cupidité des entreprises du secteur de l'énergie et la duplicité de certains nos dirigeants politiques et de l'administration publique.

Ce survol historique évoque non seulement les actions menées par André Bélisle et l'AQLPA, il est aussi l'histoire des luttes les plus importantes menées par les environnementalistes pour la survie de la planète. De la saga du Suroît au scandale Volkswagen en passant par les ports méthaniers, les poursuites baillons et la COP 26 à Glasgow, ce deuxième tome démontre que l'action militante non partisane peut mener à la mobilisation citoyenne et parfois faire reculer les puissants de ce monde.

André Bélisle, écologiste de la première heure, prête ici sa mémoire et sa plume à Philippe Bélisle (sans lien de parenté), ancien journaliste et communicateur, pour raconter cette histoire hors du commun, à partir d'entrevues et de documents publics.

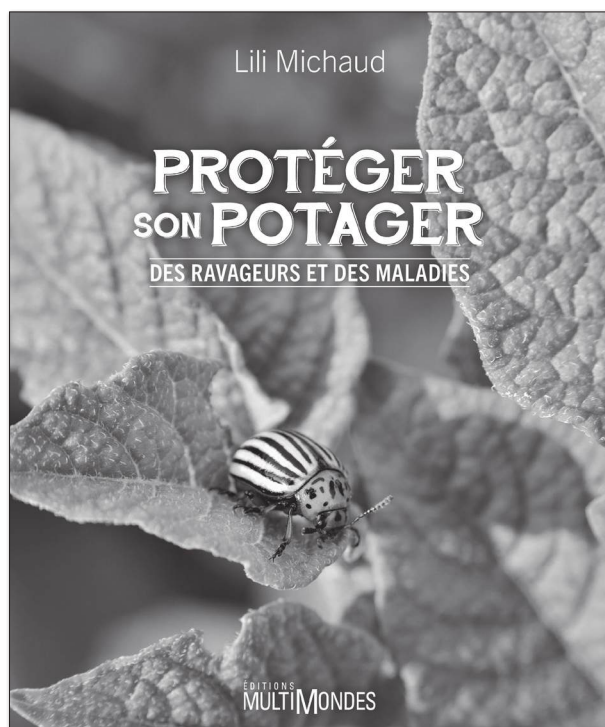


La guerre des fossiles

40 ans de luttes pour l'environnement
– Tome 2 : 2003-2023

Par André Bélisle et Philippe Bélisle
Les éditions Somme Toute, 384 pages

Pour vous le procurer (QR)



UN GUIDE POUR IDENTIFIER,
PRÉVENIR ET CONTRÔLER
ÉCOLOGIQUEMENT LES RAVAGEURS
ET LES MALADIES DES LÉGUMES

Par Lili Michaud

Parution : le 6 mars 2025

Les éditions Multimondes, 304 pages

Pour vous le procurer (QR)



Cultiver son jardin

L'époque des traitements chimiques utilisés à tout vent dans nos potagers est révolue. Les jardiniers, plus conscients de l'importance du maintien de l'écosystème, recherchent des moyens plus écologiques pour minimiser les dommages causés par les ravageurs et les maladies.

Diversifier ses cultures, offrir des conditions de croissance optimales aux plantes, favoriser la présence des insectes alliés, voilà autant de choix éco logiques que Lili Michaud propose pour prévenir et enrayer les problèmes de ravageurs et de maladies des légumes, que ce soit au jardin ou pour la culture en pots. Vous trouverez dans cet ouvrage des informations essentielles sur :

- l'importance de connaître son sol ;
- les différentes étapes à suivre lorsque survient un problème ;
- l'identification des ravageurs et leurs dommages ;

- les principales maladies des plantes et leurs symptômes ;
- les méthodes de contrôle écologiques à privilégier.

Un livre, basé sur plusieurs années d'expérience, qui s'adresse tant au jardinier débutant qu'au plus expérimenté.

*Mme Michaud sera présente à la Fête des semences, organisée par Les Urbainculteurs, qui aura lieu les 1er et 2 mars prochain au pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval. Les AmiEs de la Terre auront également un kiosque sur place et seront ravis de vous accueillir pour jaser d'agriculture viable dans nos communautés. Au plaisir de vous y voir !

Pour connaître tous les exposants
et les conférences, veuillez scanner le code !



Sortir de la sidération de l'écoanxiété

Comment s'orienter dans une époque marquée par des bouleversements écologiques sans précédent, auxquels, manifestement, ni les États ni le capital ne remédieront? Comment agir politiquement à l'ère de l'inouï, quand on ne dispose d'aucun pendant historique pour appréhender les catastrophes annoncées? Comment s'engager quand l'extrême droite sème la confusion et détourne la colère des objets réels? Comment s'y prendre quand le libéralisme dissout tous nos repères dans la gouvernance technocratique?

Que faire? Cette question obnubile la pensée politique depuis plus d'un siècle. Alain Deneault nous convie à en penser les prémisses et les incidences pour l'ancrer dans les temps présents. Hors de toute programmation serrée, mais avec la lucidité qu'on lui connaît, il invite notamment à explorer un nouveau mode d'engagement politique, la biorégion.

Alors que faire? Livrer la guerre à la médiocratie. Évoquer les enjeux qui fâchent. Penser à l'échelle collective. Mal faire les choses, faire mal. Cesser de se poser la question et sortir de la sidération de l'écoanxiété.

Le moment est venu de faire que!

Faire que
L'engagement politique à l'ère de l'inouï
Par Alain Deneault
Les éditions LUX, 216 pages
Hors collection



Le 338, une mobilisation nécessaire

Par Michaël Lachance

Le Centre de traitement psychanalytique pour adultes psychotiques situé au 388 de la rue Saint-Vallier Ouest doit fermer ses portes prochainement. Ces mêmes portes ouvertes depuis 43 ans pour des services offerts 24 h sur 24 h, 365 jours par année, pour des personnes à bout de ressources et en détresse sévère.

L'enjeu économique, soit un fonds de 1.8 million versé par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN), semble guider la décision. De même, la remise en cause de l'approche psychanalytique du Groupe interdisciplinaire freudien de recherche et d'intervention clinique (GIFRIC). Or, le nom « Freud » est un sujet qui ouvre à des débats tous azimuts, bien souvent, le résultat d'un ensemble d'a priori sans fondement scientifique et-ou de préjugés qui relève du ouï-dire. Dans le cas du Centre, fondée en 1982 par le

triumvirat Lucie Cantin, Willy Apollon et Danielle Bergeron, l'approche psychanalytique relève plutôt de l'École de Jacques Lacan. En effet, il s'agit des enseignements d'un renouveau dans la psychanalyse imaginée par Freud et revisitée par d'autres, dont Lacan.

Les quartiers centraux de Québec n'ont plus de cliniques médicales sans rendez-vous. De même, le CLSC Saint-Roch, celui de Saint-Jean Baptiste, l'Hôtel-Dieu de Québec et moult cliniques médicales établies dans les arrondissements du centre-ville de Québec ont fermé leurs portes ou mis fin aux services d'urgences sans rendez-vous.

Le soutien aux communautés marginalisées à Québec relève d'une pratique qui se résume à peu de chagrin.

Vous êtes invités à signer une pétition à l'adresse suivante : le388.ca



Le 388 rue St-Vallier Ouest. Photo: courtoisie

Se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner sans pauvreté



RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION

RETOUR VERS L'AUSTÉRITÉ

20 février 2025 - midi



Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Nom :	_____
Adresse :	_____
Téléphone :	_____
Courriel :	_____
Abonnement individuel	30 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Adhésion de groupes et organismes	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Vous aimez lire **Droit de parole**? Vous pouvez le trouver dans les lieux suivants

LIMOILLOU

Alimentex

1185, 1^{er} avenue

Bal du Lézard

1049, 3^e avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8^e Avenue

Librairie Morency

657, 3^e avenue

SAINT-ROCH

CAPMO

435, rue du Roi

Le Dôme

421, boulevard Langelier

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

SAINT-SAUVEUR

Au bureau de

Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette,

bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire

Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

ST-JEAN-BAPTISTE

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque

de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

SAINT-SACREMENT

Librairie-café

Le Mots de Tasse

365, Chemin Sainte-Foy

MONTCALM

Centre des loisirs Montcalm

265, boulevard René-Lévesque

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

STE-FOY

Université Laval

Pavillons Casault

et Bonnenfant

Comité logement d'aide

aux locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Librairie Vaugois

1300, avenue Maguire

VIEUX-QUÉBEC

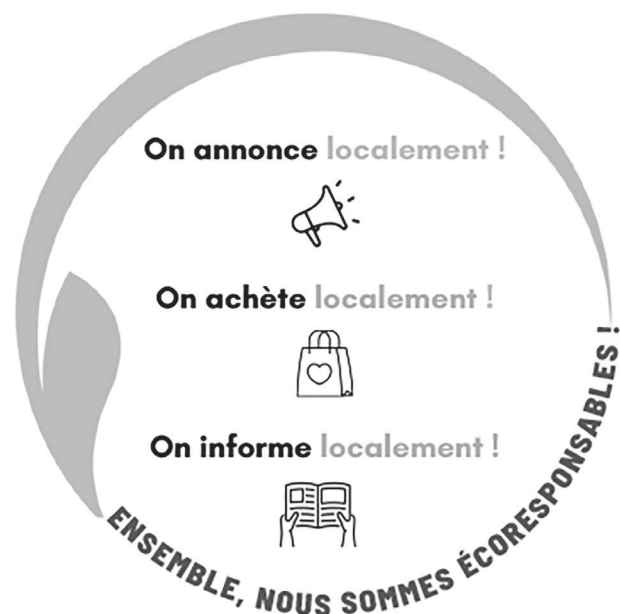
Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

Lisez-nous en ligne
droitdeparole.org

&

Suivez-nous sur Bluesky



On annonce localement !



On achète localement !



On informe localement !



ENSEMBLE, NOUS SOMMES ÉCORESPONSABLES !

Droit de parole

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
2700 RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC, QUÉBEC G1K 1K2